

Christian Combaz : "Pourquoi je suis candidat pour une nomination au CSA"

Candidat pour une nomination au Conseil supérieur de l'audiovisuel, Christian Combaz revient sur les faillites de cette institution. Trop de débats et pas assez d'action pour cet écrivain qui promet l'exemplarité.



Les gens qu'animent encore un peu de morale et de souci du bien commun n'ont plus qu'un mois pour éviter que le tiers du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ne soit renouvelé dans l'indifférence générale au bénéfice d'une oligarchie socialiste et surpayée.

Certes il ne s'agit pas de promouvoir le pluralisme, ce serait une entreprise inutile et dérisoire, puisque le spoil system en matière culturelle se résume ainsi : à chaque changement de majorité en sa faveur, **la Droite cherche à se rassurer quant à sa propre modernité en nommant des gens de gauche (qui la giflent périodiquement mais qui sont renommés à France Culture aussitôt). Quant à la Gauche, elle nomme des gens de gauche aussi, parce qu'on n'est jamais trop prudent.**

Quel est donc l'objet d'une candidature au CSA, pour un écrivain réputé de droite, si toute illusion est inutile ? Il s'agit de lutter contre l'indifférence, d'échapper au reproche de n'avoir rien fait, et de prendre date, en prévision du temps où l'on se penchera sur les origines du désastre audiovisuel français. **Je suis donc candidat pour la moitié (ou les deux tiers, compte tenu de l'impôt sur les dons caritatifs) du salaire que perçoit chacun de ses membres (plus de 10 000 euros et 15000 pour le président), afin d'obliger l'institution à quelques contorsions pour ignorer celui qui lève la main au premier rang, comme dans les conférences de presse préparées à l'avance.**

Incapable de faire confiance à ses adversaires dès qu'il s'agit de la vie de l'esprit, la Gauche se croit seule capable de juger, de décerner des prix, d'adresser des blâmes, c'est dans sa nature, une nature que trahit le sourire supérieur de ses cadres passés du Lambertisme au Lubéron, ou qui vendent leurs vases de famille défiscalisés à Drouot pour 10 millions d'euros tout en déplorant le manque de solidarité des acteurs expatriés. Accessoirement elle est affligée du syndrome de l'enfant gâté qui veut toujours une part de ce que les autres possèdent, mais qui est peu enclin à partager ce qu'il a. Du coup le CSA, que nomment le président de la République, celui du Sénat et celui de l'Assemblée Nationale, va devenir, en quelques mois, et cela commence avec les nominations de janvier, un camaïeu de rose à leur dévotion. Or il est permis de prétendre (et il est même urgent d'illustrer) que c'est une très mauvaise affaire pour le degré de civilisation dans l'audiovisuel parce que cet organisme poussif est déjà incapable de faire face au Minotaure. **Personne ne s'y met à la place des enfants de pauvres, des rejetons de gens modestes, à qui l'on passe tout, à qui leurs parents ne disent rien, ou qui sont laissés seuls devant l'écran parce que les parents sont toujours dehors . Pour ceux là qui représentent le plus grand risque social dans le futur, rien n'est fait, rien n'est pensé, il subissent le décervelage de plein fouet et les macarons -12 -16 -18 les font rire autant que sur la couverture des jeux vidéo quand ils les achètent au supermarché sans aucun contrôle de la caissière.** Ce sont ceux-là qui finiront par illustrer l'hypocrisie d'un système où les bourgeois répondent « bah, ils n'ont qu'à regarder autre chose ».

Dans la campagne de prévention diffusée en ce moment que voit-on ? Une peluche aux yeux écarquillés devant des monstres jaillis du petit écran et une voix off qui dit « tu peux voir des choses qui font peur » C'est l'horreur façon Bonne nuit les petits. **On n'y voit pas les images de l'assassinat de Khadafi, les cadavres traînés dans la poussière à Damas, les otages les yeux bandés au Mali, on n'y voit pas les trois premières minutes de Léon de Luc Besson où le carrelage glisse à cause du sang répandu, on n'y voit pas Pulp Fiction diffusé récemment sur W9 à 21 heures, on n'y voit pas les Valseuses rediffusé vingt fois en Prime Time, et surtout on ne voit pas le visage d'un vrai gamin de neuf ans quand il assiste aux dissections de cadavres dans les Experts Miami, Manhattan, LasVegas et quand on lui explique que la fille a reçu trente coups de couteau avant de périr noyée.** Un clip convaincant sur la violence n'aurait vraiment rien à voir avec ce spot minable qui a l'air sorti d'un album de BD. Le CSA dans cette affaire cherche à faire son devoir, pas son métier. Face à la barbarie, il pratique le service minimum.

C'est bien simple, quand le Président de la République nous parle de la morale à l'école, et des règles du « vivre ensemble » au fond d'une classe de banlieue, il ne prononce même pas le mot télévision . Or c'est par la télévision que l'école est fusillée chaque jour et les professeurs n'ont aucune vocation à empiler les sacs de sable. Ils préféreraient qu'on arrête le massacre.

Il existe en effet un domaine où la collusion entre la nouvelle barbarie et la lâcheté des élites devient de plus en plus voyante, c'est la tolérance à l'égard de la dégradation de l'homme dans les oeuvres de fiction destinées à ceux qui n'ont jamais eu le choix entre Babar et Robocop, parce qu'ils n'ont pas de nanny, de grande soeur bachelière , ou de grand-père qui a fait Sciences-Po et qui possède une maison à l'île de Ré. **Le CSA n'a strictement rien entrepris depuis sa création pour enrayer la dérive des enfants de pauvres vers l'invective permanente, le goût du sang, la fascination des armes et la passion des bolides.** Ce cocktail de a atteint un point d'étiage incroyablement élevé à cause de la paralysie de

ceux qui auraient dû s'en émouvoir, mais qui perdent leur temps à comptabiliser les temps de parole avant les élections tout en percevant, pendant sept ans, un salaire de ministre.

Autrefois les choses étaient pourtant simples et chacun campait sur des positions définies: pour les journalistes du Nouvel Obs tout ce qui dégradait l'homme était voué à l'enfer de la critique , par exemple les SAS de Gérard de Villiers, les films d'Alain Delon où l'on traitait ses adversaires avec la pire cruauté, l'inspecteur Harry qui passait pour un sadique. D'une manière générale toutes les choses hideuses étaient réputées de droite et les humanistes de la Sorbonne ricanait sur les pères La Vertu qui faisaient lire à leurs enfants le Prince Eric tout en protégeant ceux qui avaient torturé en Algérie.

Désormais pour résumer jusqu'à la caricature, (mais la caricature d'une vérité est-elle réellement un mensonge?) nous assistons au phénomène inverse : les institutionnels de l'humanisme sont parmi les premiers à défendre la licence de diffuser des téléfilms où l'on saigne, mutile, éventre ses adversaires , où le ton se résume à putain toi tu sais pas c'est quoi le respect, j'te jure j'te crève, et où sous prétexte de n'oublier aucune des composantes du corps social on inflige à 90 pour cent de la population les faits et gestes d'une ultra-minorité qui a l'ordure aux lèvres et les armes à la main. Les importations de téléfilms violents sur le service public sont en train de devenir aussi démentes que dans le réseau privé, déjà en pointe avec des horreurs comme Dexter ou New York Unité Spéciale. **Il y a deux semaines à 20 heures 40 sur la deuxième chaîne le premier plan de la série Castle, qui passe pour gentille, représentait la chute d'une main tranchée sur une table et, dans le plan suivant, l'inspecteur s'interrogeait seulement sur la nature de l'outil employé.** Et dans la même soirée trois épisodes de cette série de cinglés se sont succédé jusqu'à minuit. Aucun programme normal ? Aucun. Il faut rappeler que la redevance de l'infirmière, de la vieille dame, du retraité des postes, du couple catholique, et même du secrétariat de l'archevêché, qui ne les approuve certainement pas, finance ce genre d'importations. Il faut révéler surtout que le prix des marchés passés avec les producteurs américains est tenu secret, même lorsqu'on le réclame par l'entremise d'un membre du Parlement, alors qu'il s'agit d'argent public. Comment le sais-je ? J'ai fait l'expérience pour le compte d'un magazine il y a dix ans. Le film s'appelait Alien IV et France 2 ne communiquait pas sur le montant de la transaction, même en cas de question écrite à l'Assemblée.

Ce n'est pas en nommant systématiquement des gens qui préfèrent ignorer ce genre d'anomalies qu'on aura une chance d'imaginer autre chose. Les débats du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel devraient être publics. On devrait assister aux prises de bec, aux hésitations, aux indignations , alors qu'il s'agit désormais d'une chambre d'enregistrement, qui se contente de recadrer le tableau avant de le vernir, à l'abri du Peuple et, comme toujours, à sa place.